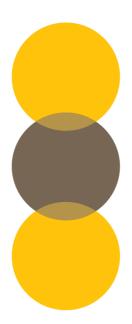
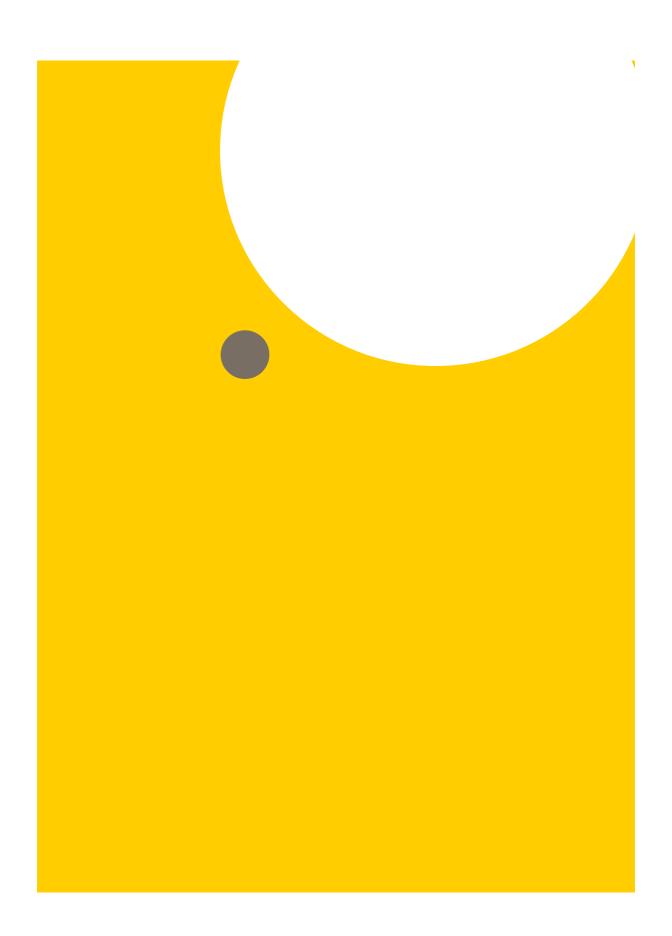
# CAPITAL INVEST 2014 ACTIVITÉ 2013



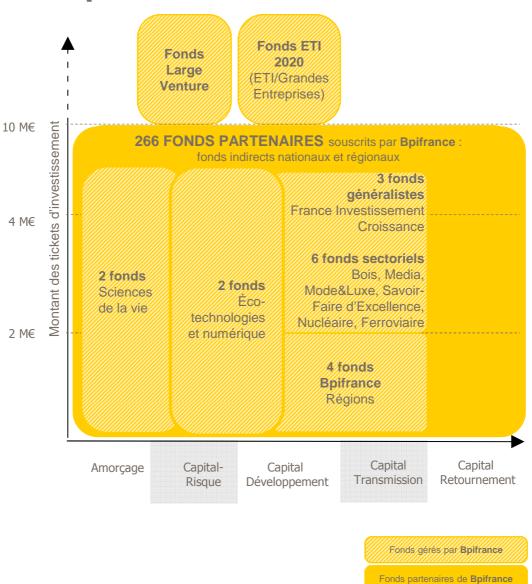
O1. Synthèse de l'activité 2013
O2. Capitaux levés
O3. Flux d'affaires
O4. Investissements
O5. Performances ESG
O6. Performances financières



# SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ 2013

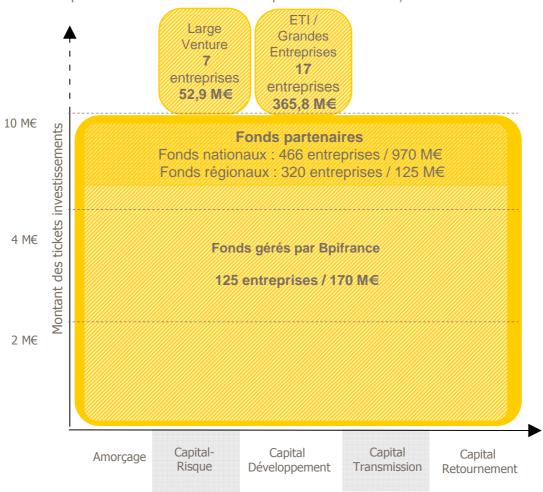
# Synthèse de l'activité 2013

# Positionnement des fonds du portefeuille de Bpifrance



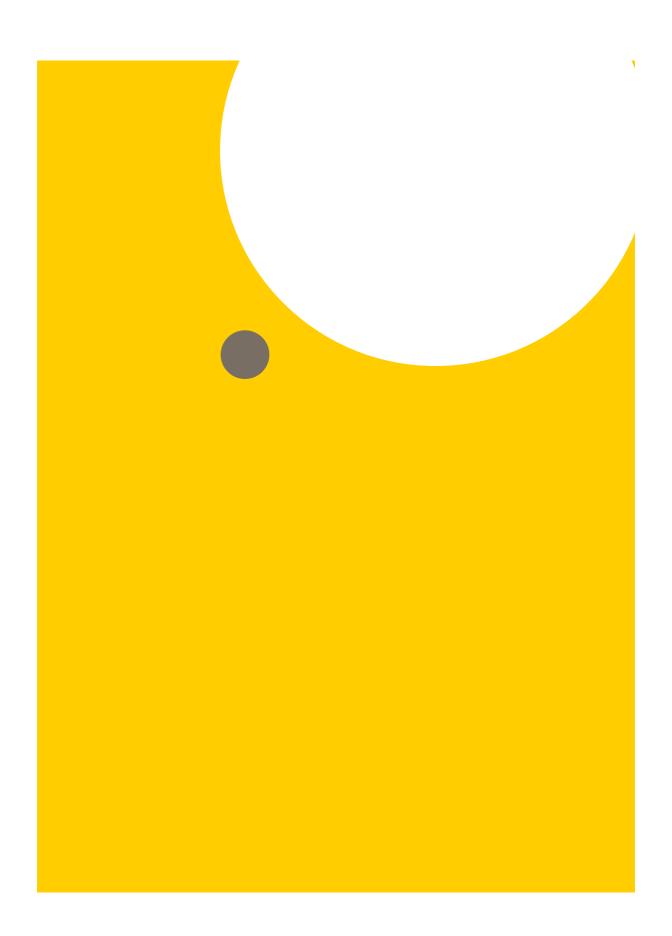
# Positionnement des fonds du portefeuille de Bpifrance

En 2013, 1,3 Md€ a été investi par les fonds partenaires et les fonds gérés par **Bpifrance** dans 846 entreprises¹ (1,7 Md€ dans 863 entreprises en comptant les investissements réalisés par le fonds ETI 2020)².



<sup>1.</sup> Ce total des 846 entreprises est inférieur à la somme des entreprises investies par les différents types de fonds puisqu'une même entreprise peut être investie par plusieurs fonds

2 .Les investissements réalisés par le fonds ETI 2020 ne sont pas représentés dans les analyses des pages suivantes Fonds/geres/par **Bpifrance**Fonds partenaires de **Bpifrance** 



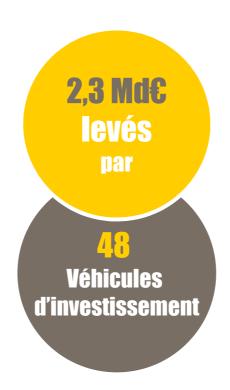
# 2 CAPITAUX LEVÉS

# Capitaux levés

En 2013, 2,3 Md€ ont été levés par les fonds du portefeuille de **Bpifrance**.

1,5 Md€ a été levé par 39 fonds partenaires et 0,8 Md€ par 9 fonds gérés par **Bpifrance**.

7 fonds ont réalisé des levées de capitaux supérieures à 90 M€.



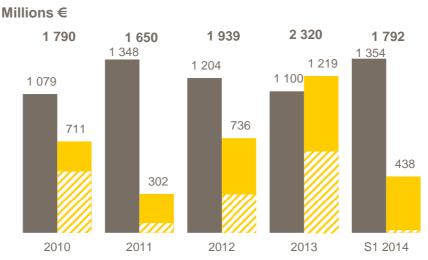
# Capitaux levés par les fonds du portefeuille de Bpifrance

Les fonds du portefeuille de **Bpifrance** ont levé 21 % de plus qu'en 2012 (fonds gérés par Bpifrance inclus).

Contrairement aux années précédentes, les capitaux injectés par **Bpifrance** sont supérieurs aux capitaux levés auprès d'investisseurs tiers. Sur 1,2 Md€ souscrit par Bpifrance, 0,4 Md€ aété souscrit dans des fonds partenaires et 0,8 Md€ dans des fonds gérés par Bpifrance dont 0,5 Md€ dans le fonds Large Venture.

Le montant des capitaux levés en 2012 avait atteint un niveau record<sup>1</sup>, record à nouveau battu en 2013 grâce à la constitution du fonds Large Venture. Le montant des capitaux levés auprès des souscripteurs tiers confirme une tendance à la baisse depuis 2011.

Le 1<sup>er</sup> semestre 2014 connaît une forte croissance de l'activité avec 1,8 Md€ de capitaux levés dont 1,4 Md€ levé auprès desouscripteurs tiers.



■ Montant levé auprès des souscripteurs tiers ■ Montant levé auprès de Bpifrance > Montant levé par les fonds souscrits à 100% par Bpifrance

A l'occasion de la réalisation de l'étude sur 20 ans du capital investissement, des corrections et mises à jours des données ont été réalisées , ce qui explique des écarts avec les résultats annoncés les années passées

## Capitaux levés

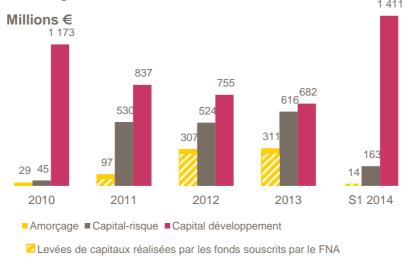
# Capitaux levés par segment de marché

Capital amorçage: 11 fonds d'amorçage partenaires de Bpifrance dont 10 dans le cadre du FNA ont levé des capitaux en 2013. 47 % des capitaux sont levés auprès de **Bpifrance** (en 2012, 13 fonds avaient levé des capitaux dont 9 souscrits par le FNA).

**Capital-risque** : les levées de fonds réalisées en 2013 par 10 fonds de capital-risque augmentent de 17 % par rapport à 2012. 4 fonds ont levé plus de 100 M€

**Capital développement** : l'année 2013 confirme la tendance à la baisse des années précédentes. 23 fonds ont levé des capitaux.

Au 1er semestre 2014, les fonds de capital développement réalisent un rattrapage très significatif avec 1,4 Md€ levé en 6 mois (dont 3 levées supérieures à 200 M€). En revanche, l'amorçage et le capitalrisque qui avaient connu de bonnes années entre 2010 et 2013 semblent connaître une année 2014 moins faste, résultat entre autre d'un effet génération de fonds du FNA.



A la différence du graphique de la page précédente, ce graphique et les suivants sont constitués hors fonds souscrits à 100 % par **Bpifrance** 

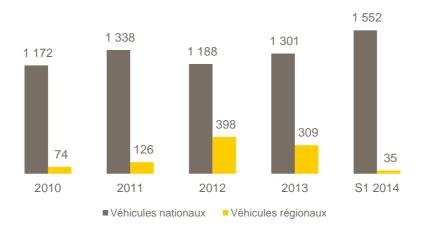
# Capitaux levés par type de véhicules

### 27 fonds nationaux ont levé 1,3 Md€ en 2013

2/3 de ces fonds consacrent ces capitaux à des investissements en capital amorçage et en capital-risque.

### 17 fonds régionaux ont levé 309 M€ en 2013

Les fonds régionaux sont moins nombreux à lever des capitaux qu'en en 2012 mais lèvent un montant total quasi similaire : le montant par levée est plus important.

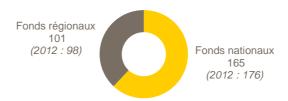


Hors fonds souscrits à 100 % par Bpifrance

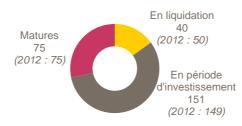
# Capitaux levés

# Fonds actifs dans le portefeuille de Bpifrance au 31 décembre 2013

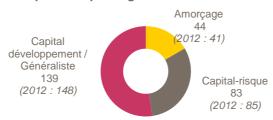
### Répartition par secteur géographique



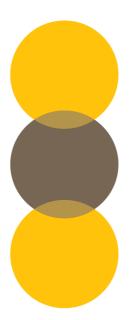
### Répartition par situation d'investissement

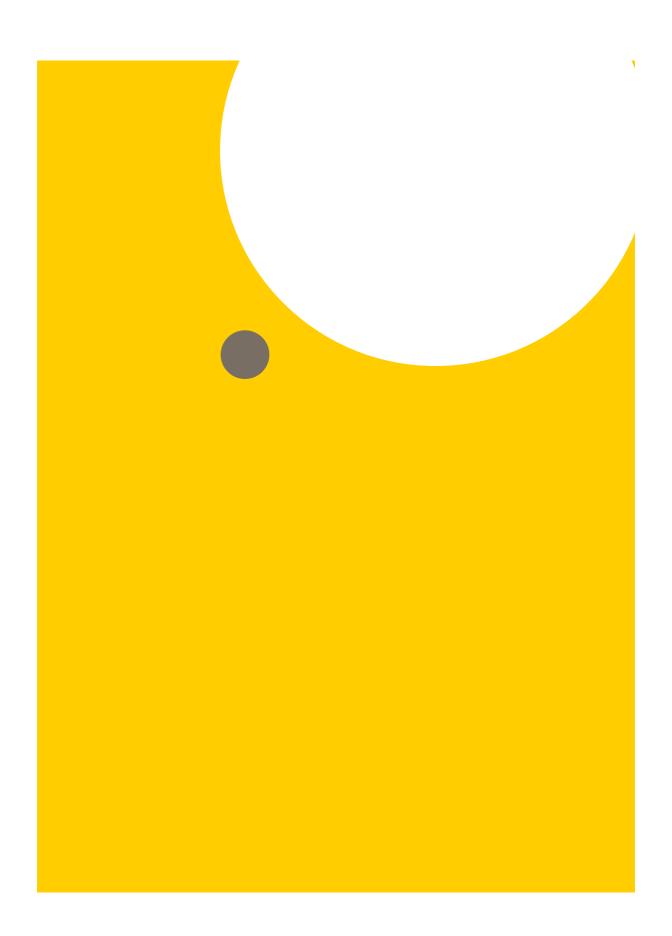


### Répartition par segment d'investissement



Hors fonds souscrits à 100 % par Bpifrance





# 5 - FLUX D'AFFAIRES

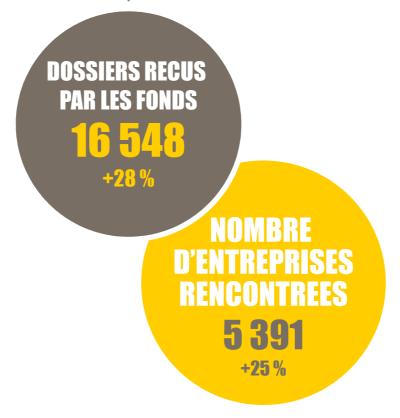
# Flux d'affaires

# La première rencontre

32 % des dossiers présentés font l'objet d'une rencontre entre l'équipe dirigeante de la PME et l'équipe d'investisseurs du fonds d'investissement (33 % en 2012).

4 % des dossiers reçoivent un avis favorable à l'issue du Comité d'investissement ; *in fine* 3 % des dossiers sont investis.

Les analyses ci-après sont issues des réponses faites par les gestionnaires des fonds partenaires (74 sociétés de gestion ont répondu à ce questionnaire) et des fonds gérés par **Bpifrance** au questionnaire « flux d'affaires » envoyé en mai 2013.

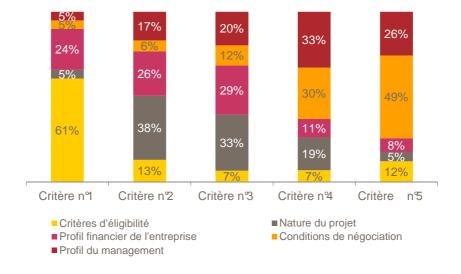


# Raisons de rejet des dossiers à l'issue de la première rencontre

La principale raison du rejet d'un dossier est, comme en 2012, l'inadéquation entre le projet et la stratégie d'investissement du fonds (respect des critères d'éligibilité).

La nature du projet (secteur trop spécialisé, manque de visibilité sur le marché, etc.) est la deuxième raison de rejet d'un dossier après la première rencontre (38 % des fonds la déclare comme le 2<sup>e</sup> critère de rejet). En 2012, le profil financier de l'entreprise précédait la nature du projet.

Dès cette première rencontre, la question de la stabilité financière et économique de l'entreprise (profil financier de l'entreprise) entre en jeu : pour 25 % des fonds c'est la raison n°1 (c ontre 16 % en 2012) et pour 27 % la raison n°2 (contre 43 % en 2012).



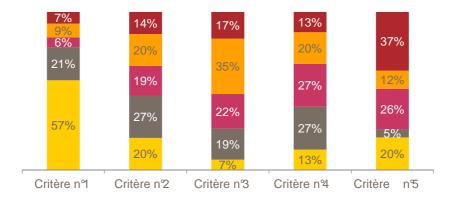
# Flux d'affaires

## Motifs d'abandon du dossier avant le comité d'investissement

Les 2 motifs justifiant l'abandon de l'instruction du dossier sont liés au projet de l'entreprise et à sa valorisation.

Pour 57 % des gestionnaires de fonds d'investissement, l'abandon de l'instruction du dossier est lié à la stratégie ou au positionnement du produit (contre 50 % en 2012 et 58 % en 2011).

Le deuxième motif le plus fréquemment évoqué (qui arrive en 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> position) relève de l'absence d'accord sur les valorisations demandées par l'entrepreneur (comme en 2012 alors que ce motif arrivait en 3<sup>e</sup> position en 2011 derrière la gouvernance).



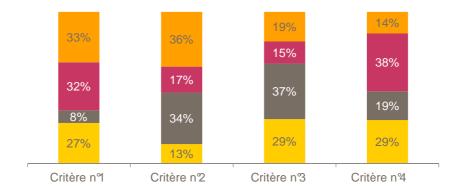
- Audit non satisfaisant
- Gouvernance ou management
- Offre d'un autre fonds
- Valorisation demandée par l'entrepreneur (ou le cédant)
- Stratégie ou positionnement produit ou Business Plan

## Raisons d'abandon du dossier après un avis favorable du comité d'investissement

Malgré un avis favorable du Comité d'investissement, certains dossiers n'aboutissent pas.

Les raisons d'abandon sont :

- soit le fait de l'investisseur suite aux due-diligences réalisées (critère n°1 pour 27 % des fonds) ;
- soit le fait de l'entrepreneur qui abandonne le projet (critère n°1 pour 32 % des fonds) ou se tourne vers un autre fonds;
- soit la difficulté à trouver un terrain d'entente pour clôturer l'affaire lors des négociations contractuelles (critère n°1 p our 33 % des fonds).



- Négociations contractuelles (prix, clauses juridiques...)
- Refus ou abandon du projet par le manager
- Audit (financier, juridique, stratégique...)
- Due diligence

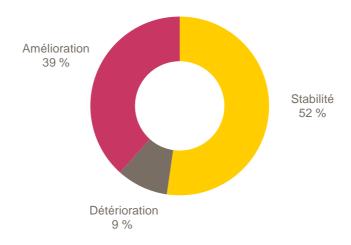
# Flux d'affaires

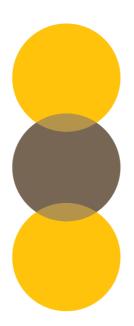
# La situation du portefeuille en 2013 par rapport à la situation en 2012

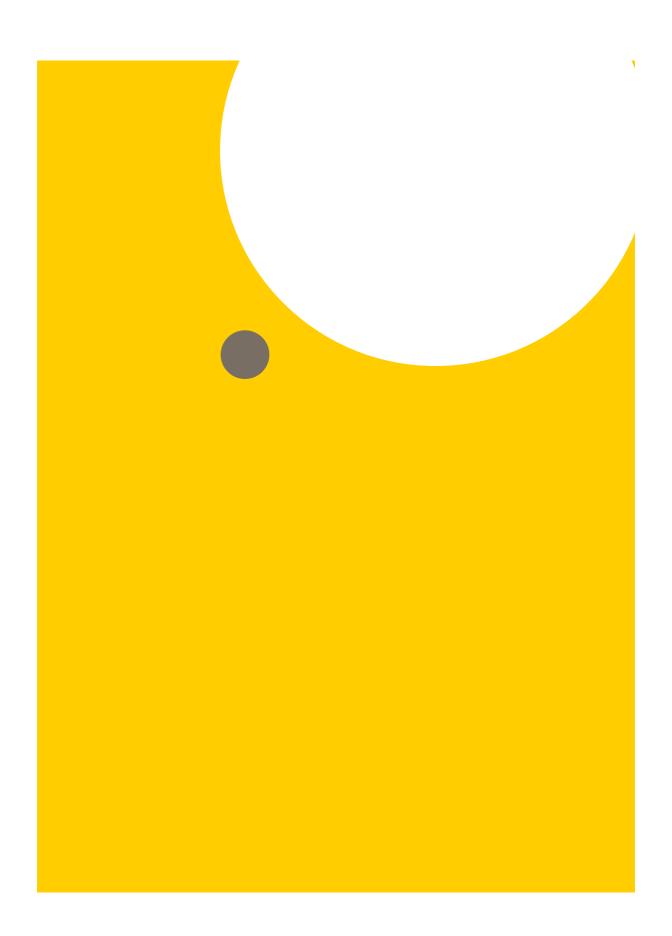
La perception qu'ont les investisseurs de la situation de leur portefeuille en 2013 est meilleure qu'en 2012.

39 % des gestionnaires estiment que la situation du portefeuille s'est améliorée, ils n'étaient que 29 % l'an passé et 34 % en 2011.

9 % des gestionnaires considèrent que la situation s'est dégradée, ils étaient 15 % en 2012 et 16 % en 2011.







# INVESTISSEMENTS

# **Investissements**

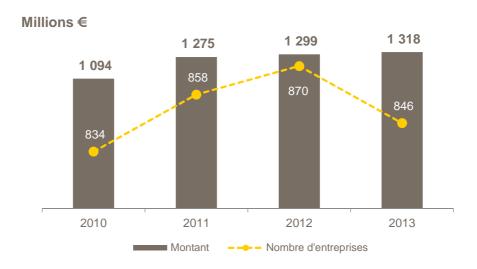
En 2013, 1,3 Md€ a été investi dans 846 entreprises¹ par les fonds du portefeuille de **Bpifrance** :

- 223,6 M€ ont été investis dans 132 entreprises par les fonds gérés par **Bpifrance** ;
- 969,5 M€ ont été investis dans 465 entreprises par les fonds nationaux partenaires de **Bpifrance** ;
- 124,7 M€ ont été investis dans 320 entreprises par les fonds régionaux ou interrégionaux partenaires de **Bpifrance**.
- 1. Ce total des 846 entreprises est inférieur à la somme des entreprises investies par les différents types de fonds puisqu'une même entreprise peut être investie par plusieurs fonds.



# Montants et nombre d'entreprises investis

Le montant investi en 2013 est stable par rapport à 2012 et le nombre d'entreprises investi a légèrement diminué



Le ticket moyen par investissement (plusieurs investissements peuvent avoir lieu dans la même entreprise) en 2013 s'élève à 1,3 M€, en très légère augmentation par rapport à 2012 (1,2 M€).

Si on isole les investissements réalisés par le fonds Large Venture, dont le ticket moyen est de 7,5M€, le ticket moyen est identique à celui de 2012.

# Investissements

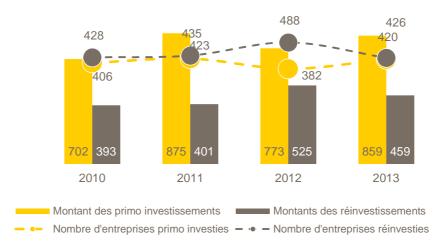
# Investissements et réinvestissements

Une entreprise investie sur 2, en 2013, était déjà dans le portefeuille de **Bpifrance**.

Les montants et nombre d'entreprises primo investies ont augmenté de plus de 10 % par rapport à 2012.

Le montant des primo investissements s'élève en moyenne à 1,7 M€, soit plus de deux fois le montant des réinvestissements.

### Millions €



# Répartition des montants investis par segment de marché

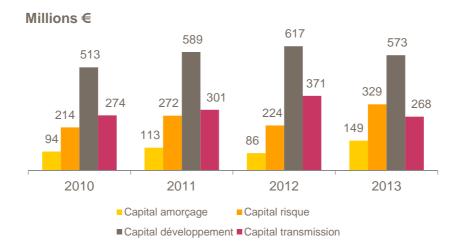
Croissance des investissements en capital innovation :

**478 M€ ont été investis en 2013 dans des opérations de capital innovation** (capital amorçage et capital-risque) soit 54% de plus qu'en 2012. 426 entreprises ont été investies.

70 % des montants sont investis par les fonds partenaires. Le ticket moyen d'investissement en capital innovation a augmenté de 18 % par rapport à 2012 et s'élève à 0,8 M€ (hors Fonds Large Venture).

Les investissements en capital développement et petite transmission ont diminué de 15 % par rapport à 2012 et s'élèvent à 841 M€ pour 337 entreprises investies en capital développement et 131 en capital transmission.

86 % des montants sont investis par les fonds partenaires. Le ticket moyen d'investissement en capital développement s'élève à 1,5 M€ et à 1,9 M€ en capital transmission.



# **Investissements**

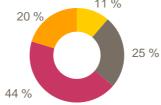
# Les segments de marché en 2013

50 % des entreprises ont été investies en capital amorçage ou capital-risque (1<sup>re</sup> fois depuis 2006 que la moitié des entreprises est investie en capital innovation), contre 31 % pour l'ensemble du marché (adhérents AFIC).

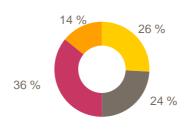
36 % des montants investis en 2013 leur sont destinés. À titre de comparaison, l'ensemble des adhérents AFIC consacre 10 % des montants investis en 2013 au capital innovation.



En montant

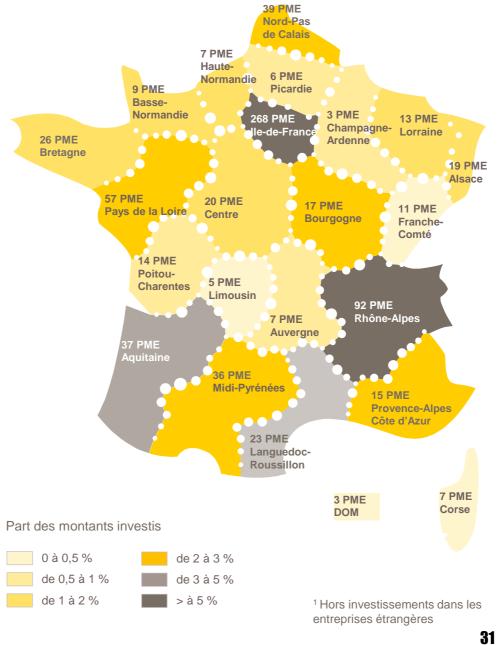


### En nombre d'entreprises



■ Capital amorçage ■ Capital risque ■ Capital développement ■ Capital transmission

# Répartition par région des entreprises investies en France<sup>1</sup> en 2013

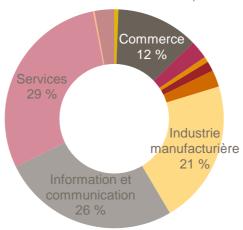


# **Investissements**

# Nombre d'entreprises investies<sup>1</sup> par secteurs d'activité

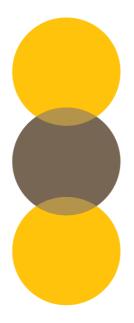
L'industrie manufacturière, les TIC et les services dont 97 % d'activités scientifiques et techniques<sup>2</sup>, sont les principaux secteurs d'appartenance des entreprises investies en 2013.

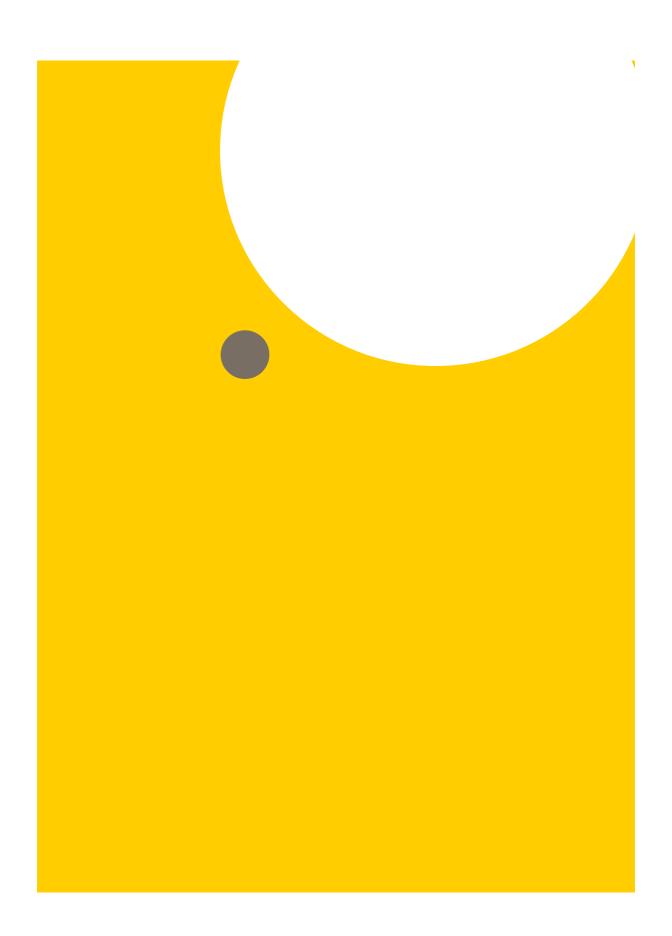
76 % des entreprises appartiennent à ces 3 secteurs d'activité (légèrement plus qu'en 2011 – 73 % et 2012 – 74 %).



- Agriculture
- Construction
- Hébergement et restauration
- Industrie manufacturière
- Services
- Autres

- Commerce
- Energie eau Environnement
- Industrie agro-alimentaire
- Information et communication
- ■Transports et entreposage
- 1. Hors entreprises étrangères et hors SCI / holding
- Ingénierie et études techniques, R&D en biotechnologie et en autres sciences physiques et naturelles, Activités spécialisées, scientifiques et techniques diverses





# PERFORMANCES ESG

# Performances ESG

# Les performances ESG internes des Sociétés de Gestion en 2013

### **Transparence**

67 % des sociétés de gestion interrogées (69 sur 103) ont répondu au questionnaire du reporting ESG (60 % en 2012).

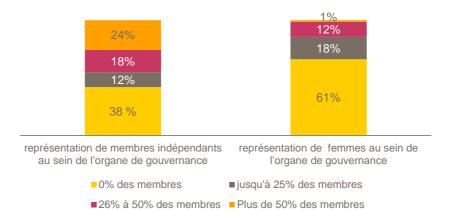
### **Ouverture**

54 % de ces contributeurs ont au moins un membre indépendant au sein de leur conseil de surveillance / conseil d'administration (CS/CA).

### **Parité**

31 % des sociétés de gestion ont au moins une femme au sein de leur CS/CA.

# Diversité des membres au sein de l'organe de gouvernance des sociétés de gestion



Périmètre : 67 sociétés de gestion

Le total de chaque colonne n'est pas égal à 100 % car 8 % des sociétés ayant répondu n'ont pas d'organe de gouvernance

#### Politique environnementale

84 % des sociétés de gestion ont mis en place des actions concrètes pour l'environnement.

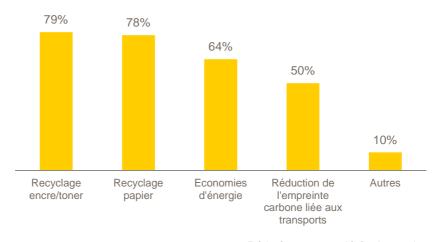
Le recyclage encre/toner est l'initiative environnementale la plus fréquemment mise en place par les sociétés de gestion (79%).

#### Politique sociale

67 % des sociétés de gestion ont posé des actions sociales concrètes.

Le dispositif d'intéressement pour salariés est l'initiative sociale la plus fréquemment mise en place par les sociétés de gestion (65 %).

## Actions mises en oeuvre par les sociétés de gestion engagées sur le plan environnemental



Périmètre : 58 sociétés de gestion

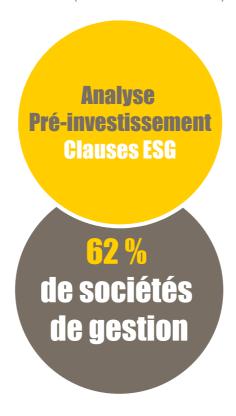
### Performances ESG

#### Les performances ESG des Sociétés de Gestion en tant qu'investisseurs en 2013

64 % des sociétés de gestion ont formalisé une politique ESG dans leur processus d'investissement (contre 49 % en 2012).

25 % d'entre elles gèrent des fonds thématiques : énergies renouvelables, impact investing, etc. (contre 10 % en 2012).

L'analyse préinvestissement, le *negative screening* et les clauses ESG dans le pacte d'actionnaires sont les politiques ESG les plus fréquentes au niveau de ces sociétés (autour de 60 % chacune).



44 % des sociétés de gestion ont nommé un ou des responsables des sujets ESG.

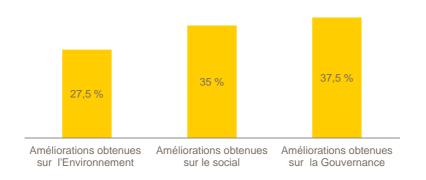
Ces responsables ESG sont généralement le Président ou un Associé.

33 % des sociétés de gestion ont obtenu des améliorations sur le plan Environnemental, Social et/ou de la Gouvernance dans leurs participations

- 22 % des sociétés de gestion avaient demandé ces améliorations
- 11 % des sociétés de gestion ont obtenu ces améliorations sans les avoir demandées.

La gouvernance est l'enjeu ESG qui a connu la plus forte amélioration (37,5 %).

## Répartition des améliorations obtenues sur le plan ESG au sein des Sociétés de Gestion concernées



Périmètre : 55 sociétés de gestion

#### Performances ESG

## Les performances ESG des entreprises du portefeuille

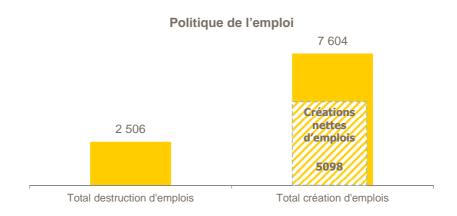
**Transparence :** 37 % des PME interrogées ont répondu au questionnaire du reporting ESG : un total de 1 177 PME sur 3188 (31 % en 2012).

**Ouverture :** 63 % ont au moins un membre indépendant au sein de leur conseil de surveillance/ conseil d'administration (CS/CA).

**Parité**: 44 % des entreprises ont au moins une femme au sein de leur CS/CA.

**Politique sociale** : 60 % des PME engagent des procédures concrètes pour le dispositif d'intéressement des salariés.

Création d'emplois : 5 098 créations nettes d'emplois

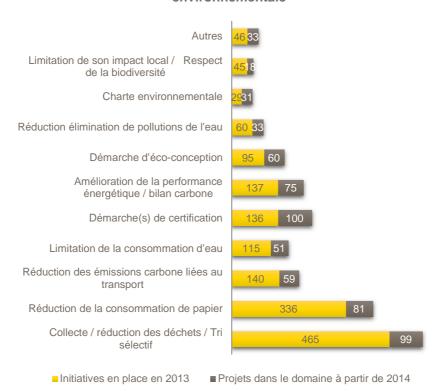


Périmètre : 983 entreprises

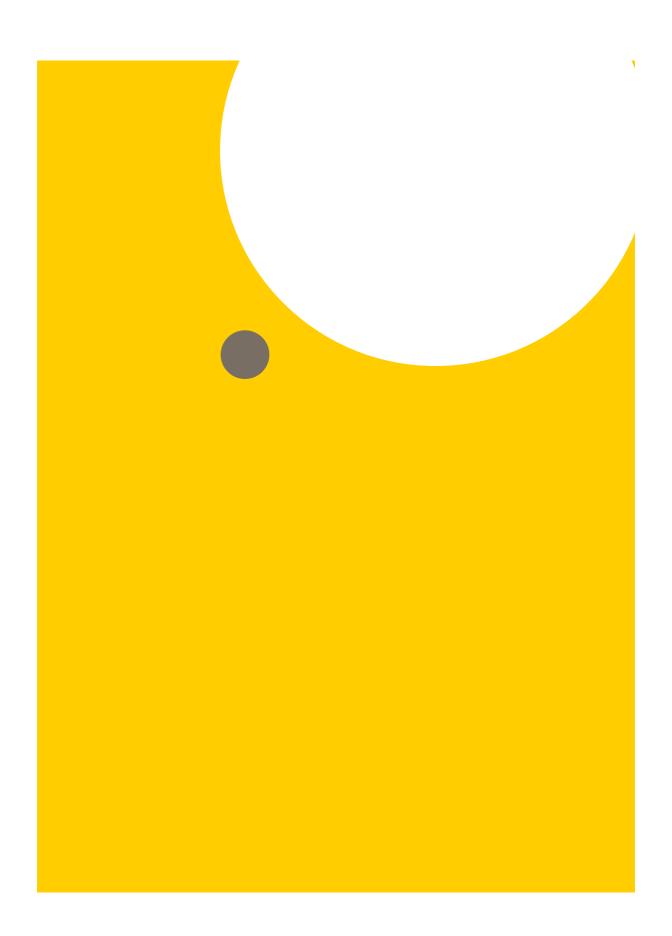
**Politique environnementale** : 72 % des PME agissent pour réduire leur empreinte environnementale.

La collecte/tri sélectif des déchets est l'initiative environnementale la plus effectuée au niveau de ces sociétés. (469 initiatives sur 1604).

## Nombre de pme / initiatives de réduction d'empreinte environnementale



Périmètre: 758 entreprises



## PERFORMANCES FINANCIÈRES

## Performances financières

#### Le multiple moyen est de 1,10 au 30 juin 2014.

Pour 1 € investi, 0,64 € reçus (produit réalisé) et 0,46 € à recevoir (produit latent), soit un retour sur investissement global attendu de 1,10 € pour 1 € investi.

Le TRI moyen des fonds en portefeuille des fonds de fonds de l'ancien programme PMEI ressort positif à +1,90 %.

Ce TRI prend en compte :

- l'ensemble des flux de cash (appels de fonds et distributions réalisés entre la date de souscription et le 30 juin 2014) qui résultent des investissements et des cessions réalisées;
- la valorisation au 30 juin 2014 qui résulte d'une estimation des sociétés en portefeuille.

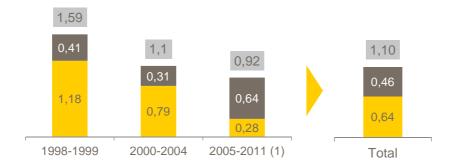
Périmètre : fonds souscrits dans le cadre du programme antérieur à France Investissement (fonds suffisamment matures pour avoir une rentabilité révélatrice de leur performance, bien qu'elle soit encore fortement impactée par la crise).



# Multiples moyens au 30 juin 2014 par millésime

Sur la génération 1994-1999, le retour sur investissement est de 1,59 € pour 1 € investi, dont 1,18 € ont déjà **t**é remontés aux souscripteurs.

Le retour sur investissement se fait sur une longue période, révélant la volonté des véhicules du portefeuille de **Bpifrance** de privilégier la création de valeur par les sous-jacents.



- ■RVPI (valeur estimative au 30/06/2014 / capitaux appelés)
- ■DPI (retour effectif)

TVPI (multiple total DPI + RVPI)

#### Performances financières

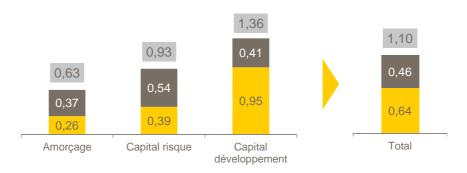
# Multiples moyens au 30 juin 2014 par stade d'intervention

Le capital développement se distingue avec un multiple de 1,36 :

Pour 1 € investi, 0,95 € reçus (produit réalisé) et 0,41 € à reœvoir (produit latent), soit un retour sur investissement global attendu de 1,36 € pour 1 € investi.

Les investissements réalisés en capital-risque et en amorçage affichent une moins bonne performance, qui s'explique par :

- l'éclatement de la bulle internet de 2000/2001 ;
- certains projets d'entreprises n'ont jamais trouvé de marché;
- le retour sur investissement généralement plus faible qu'en capital développement et surtout plus long.



- ■RVPI (valeur estimative au 30/06/2014 / capitaux appelés)
- ■DPI (retour effectif)

TVPI (multiple total DPI + RVPI)



# SERVIR LANGERIA



Toutes nos solutions d'investissement et de financement sont sur

bpifrance.fr



27-31, avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort Cedex

Tél.: 01 41 79 80 00